

elle n'est pas digne de survivre parce que n'importe quel imbécile sait pertinemment que notre société n'est pas animée par l'amour et la compassion. Qu'est-ce qu'on essaie de nous faire croire? Essayons-nous de suggérer aux gens en mal d'amour que si cette société n'est pas animée par l'amour et la compassion—et nous savons qu'elle ne l'est pas—alors il faudrait en conclure que non seulement elle n'est pas digne de ce nom, mais que, de plus, elle ne mérite pas d'être perpétuée. Il n'est pas besoin d'être cynique pour interpréter ainsi le discours, monsieur l'Orateur.

C'est là le genre de choses auxquelles je fais allusion, auxquelles est consacrée la plus grande partie du discours du trône. Elles occupent certainement le plus de pages. Que propose le gouvernement? Se propose-t-il de légiférer sur l'amour et la compassion comme il prétendait légiférer sur la haine, l'année dernière, par le bill adopté à la Chambre pour lutter contre les haines raciales, etc.? Ce n'est pas probable. Monsieur l'Orateur, je m'interroge sérieusement sur l'accent mis, dans ce discours, sur des mots comme «liberté». Ce n'est pas, Dieu m'en garde, que je sois contre la liberté, mais lorsque je lis un discours, à notre époque, alors que le pays est en proie à des crises si graves, et que je constate qu'on continue d'insister sur la liberté sans beaucoup insister sur le besoin de maintenir et de renforcer l'ordre public, cela m'inquiète vraiment beaucoup. Cela me semble très significatif que le discours, en fait, insiste tant sur la liberté et sur tout le reste, sans se soucier du tout de ce que le peuple canadien s'attendait à y voir à l'époque actuelle, tout particulièrement.

Encore une fois, je ne dis pas que cela a été fait sciemment ou à dessein, mais je ne puis m'empêcher de penser que ce discours encourage beaucoup, en effet, cette petite minorité résolue à détruire l'ordre social de notre pays et lui donne en quelque sorte le feu vert.

• (9.40 p.m.)

Tout l'essentiel du discours se trouve dans les expressions suivantes: ère nouvelle, modification des attitudes, aborder une époque de tension. On nous dit dans ce discours que c'est ce que nous pouvons réaliser si nous faisons preuve de prévoyance, de cran et d'esprit d'entreprise. Si nous le voulions, notre société pourrait être une société où les différences humaines seraient considérées comme des atouts et non comme un passif. Je ne savais pas qu'il y a jamais eu un moment dans l'histoire du Canada où les différences humaines en ce qu'elles ont de bon n'étaient pas considérées comme un avantage plutôt qu'comme un inconvénient. J'ai presque l'impression qu'on me demande si j'ai jamais pris part à une bonne manifestation récemment ou à une émeute, et que sinon, je devrais avoir honte de moi-même. On nous dit que, si nous le voulons, notre société pourrait être une société où la liberté individuelle et l'égalité des chances demeuraient nos biens les plus précieux. Je n'en doute aucunement. C'est ce à quoi nous aspirons tous. On nous parle d'une société au sein de laquelle la joie de vivre se mesure qualitativement et non quantitativement. Voilà une déclaration qui pourrait s'adresser aux gens très fortunés, à ceux qui nagent dans le bonheur, à ceux qui ont le ventre plein. A ceux-là, nous pouvons, je pense, parler de qualité plutôt que de quantité. Mais essayez de

[M. Peddle.]

consoler ainsi les très nombreux Canadiens qui ne peuvent se permettre d'y trouver un sens?

On nous parle d'une société qui encourage la créativité, l'audace, l'ingéniosité et l'initiative, non pas froidement et de façon impersonnelle, à des fins de stricte utilité, mais avec chaleur et cordialité, comme entre amis. Cela atténue un peu les autres propos qui me plaisent moins, mais c'est sans effet. Voici ce qu'on nous dit:

Au moment où le Canada se tourne vers les années soixante-dix nous sommes tous invités à épouser cet audacieux dessein: relever dans la constance et l'ardeur le défi que présente le haut idéal d'une société juste.

Ce n'est pas la juste société d'il y a quelques années, dont le nom était écrit en capitales, mais n'importe quelle vieille société juste avec minuscules. Le 18 juin 1968, on a fait croire aux Canadiens que nous aurions une société juste. Ce n'est plus aujourd'hui qu'un défi à relever avec constance. Le premier ministre (M. Trudeau) dit qu'il ne veut plus lancer de slogans.

On fait quelques vagues allusions à la situation économique. On parle de la vente du blé. Le gouvernement trouve que le public a répondu de façon positive à l'invitation de réagir au Livre blanc sur la fiscalité. Ce genre de banalité était courant quand j'étais à l'assemblée législative de Terre-Neuve. Voici quelque chose que la Chambre écouterait avec plaisir: Il y a quelques années, le ministre des Finances de Terre-Neuve annonçait une forte hausse de taxe sur les cigarettes. Il déclarait alors, en substance: «J'espère vraiment que cette hausse empêchera les gens de fumer cet abominable tabac.» Il n'en a pas moins réussi à recueillir 4 ou 5 millions de dollars supplémentaires pour la trésorerie. Je ne pense pas que le gouvernement actuel soit satisfait, comme il prétend l'être. Je pense qu'il tente simplement de se retirer le plus dignement possible.

Je donnerais n'importe quoi pour savoir qui a effectivement rédigé le discours du trône. Je pense que tous les Canadiens devraient en avoir une copie, car un jour il deviendra pièce de collection. Je voudrais clore mes remarques par celles-là mêmes sur lesquelles le gouverneur général terminait le discours du trône. Je m'en fais l'écho: Puisse la Divine Providence nous guider dans nos délibérations, car, étant donné le gouvernement que nous avons, nous aurons grandement besoin du secours de là-haut.

Des voix: Bravo!

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, il n'est pas facile de faire suite à celui qui vient de me précéder et de voir dans le discours du trône les choses qu'il y a vues. Il faut vraiment avoir l'intelligence du premier ministre. Toutefois, le discours du trône m'a amusé aussi.

Je pourrais parler d'une foule de points qu'il renferme, comme le haut idéal dont a fait mention le député, et les termes philosophiques qui y sont employés pour décrire la manière dont nous procédons au Canada et la manière avec laquelle nous envisageons la nouvelle décennie. Je pourrais aussi parler du Livre blanc sur la fiscalité, mais je dois avouer qu'à l'instar du député qui m'a précédé, je ne vois rien dans ce discours qui pourrait toucher mes électeurs. J'aimerais donc parler un peu de ma circons-